

La social-démocratie européenne joue désormais sa survie

PASCAL DELWIT

Politologue à l'ULB

our les sociaux-démocrates européens, le résultat décroché par le PASOK lors du récent scrutin législatif en Grèce – 4,68% – revêt un caractère d'exceptionnalité et ne peut donc être extrapolé pour apprécier l'état général de la famille à l'échelle européenne. Cet argumentaire est partiellement vrai. Pour autant, un examen attentif de l'évolution de leurs performances politico-électorales dévoile un état très préoccupant de cette famille de partis.

L'analyse des scores électoraux des formations sociales-démocrates dans le temps révèle un déclin tendanciel prononcé depuis les années soixante et, dans nombre d'États, un niveau plancher est atteint dans la séquence actuelle.

En la matière, l'état de plusieurs partis du nord et du centre de l'Europe est emblématique. Les partis sociaux-démocrates scandinaves, allemand et autrichien ont longtemps fait l'honneur et la fierté de la social-démocratie européenne. Mais aujourd'hui, il y a loin de la coupe aux lèvres. Les sociaux-démocrates suédois, norvégien, autrichien et danois qui flirtaient avec la barre des 50% des suffrages exprimés sont désormais très en deçà de ces prouesses. En Allemagne, le SPD qui engrangeait encore 45% des voix dans les années septante plafonne désormais au quart des suffrages.

Dans les pays du Benelux, le tableau n'apparaît pas moins désolant pour les sociaux-démocrates. En Belgique et aux Pays-Bas, le niveau moyen dépasse à peine un cinquième des suffrages alors même qu'il était de dix points de pour cent supérieur dans les années soixante. Et si le parti ouvrier socialiste luxembourgeois peut encore se prévaloir d'un quart des votes, constatons que c'est là aussi huit à neuf points de moins que dans les années soixante. Certes, certains partis démentent occasionnellement la tendance, mais il s'agit plutôt d'arbres qui cachent la forêt (Cf graphique).

La confiance du monde ouvrier

Comment comprendre et expliquer cette situation? Répondre à cette question mériterait de longs développements. Épinglons quelques éléments fondamentaux.

De leur naissance jusqu'à l'aube des années septante, les partis sociaux-démocrates étaient et se vivaient d'abord et avant tout comme les partis de la classe ouvrière, de la communauté ouvrière.

Le plus régulièrement en lien avec une grande organisation syndicale, ils accompagnèrent l'intégration de la classe ouvrière dans les systèmes politiques nationaux et se firent les porteurs de leurs de-

mandes sociales, singulièrement l'acquisition des droits politiques – avènement du suffrage universel – et le développement d'acquis sociaux dignes de ce nom, dynamique qui se cristallisa dans l'avènement de l'État-providence.

Véritables partis de masse et d'intégration sociale, ils pouvaient se prévaloir de confiance d'une très grande partie du monde ouvrier. À titre d'exemple, au lendemain de la guerre, le nombre d'adhérents du parti social-démocrate danois s'établissait à pas moins 243.532 pour 2.381.983 électeurs dans le pays, soit de 10,2% du total des électeurs!

Ce statut et cette configuration éclatent au début des années septante pour des motifs économiques, politiques et idéologiques. À ce moment, la croissance socio-démographique du monde ouvrier non seulement s'interrompt mais la part de classe ouvrière dans la population active commence à décliner.

Nombre d'États européens vivent les débuts d'une certaine désindustrialisation qui voit amenuiser ce qui était la force de frappe du mouvement ouvrier socialiste, la classe ouvrière de la grande industrie: affaiblissement de l'industrie sidérurgique et métallurgique européenne, fermeture des mines de charbon, effondrement de l'industrie textile...

Parallèlement, le long cycle de croissance économique à l'œuvre depuis la sortie de la guerre s'arrête et les pays européens entrent dans une longue séquence de faible croissance. Le chômage s'envole et reste à des niveaux inégalés depuis la libération.

Dans le même temps, les acquis sociaux de l'État-providence sont de plus en plus questionnés, combattus et érodés. Concomitamment, les pouvoirs publics sont de plus en plus contestés dans leur action régulatrice.

Offensive néo-libérale

Ces transformations lourdes sont de rudes défis pour les partis sociaux-démocrates, les organisations syndicales et, de manière plus générale, pour la gauche. Dans ce contexte, la social-démocratie européenne abandonne son lien privilégié avec ce monde ouvrier en profonde mutation. Elle s'ouvre à des catégories sociales en expansion, tout particulièrement les nouvelles classes moyennes salariées.

La démarche rencontre plusieurs succès et, depuis, nombre de partis sociaux-démocrates sont à la pointe de plusieurs

combats de société: droits de la femme, droits humains dits de la troisième génération... Mais en parallèle, le détachement voire parfois la rupture avec les classes populaires salariées s'est accéléré et la famille sociale-démocrate est démunie face à l'offensive néo-libérale à l'œuvre depuis les années quatre-vingt.

Dans l'entre-deux-guerres, elle avait emprunté à l'expérience «rooseveltienne» et au keynésianisme naissant les outils pour promouvoir une vision propre de la relance et de la politique économique.

Dans la phase contemporaine, les sociaux-démocrates n'ont, pour l'essentiel, pas pu avancer de voies alternatives à la pensée et l'action néo-libérales. Dans certains cas même, ils vont jusqu'à les emprunter dans l'exercice des responsabilités comme en Allemagne sous le deuxième gouvernement Schröder, en Grèce ou à la fin du deuxième gouvernement Zapatero en Espagne.

Enjeu: la survie

À vrai dire, on peine à comprendre ce choix. Systématiquement, ils ont mené à une aggravation de la situation du parti. Le SPD est au plus mal, le PASOK à l'agonie et le PSOE ne s'est toujours pas relevé des décisions de Zapatero en 2010-2011.

Il est vrai que dans des économies de plus en plus interdépendantes et dans une Union européenne où la dynamique démocratique est de plus en plus questionnée par des acteurs du monde scientifique et une partie de la société civile, le défi est plus que substantiel.

Il se pose pour tous les protagonistes qui prétendent à une certaine transformation sociale – les sociaux-démocrates, les verts, la gauche radicale – dans le monde partisan et des organisations syndicales et de la société civile.

Mais aussi complexe soit-il, la famille sociale-démocrate n'a pas le choix de ne pas le rencontrer si elle veut survivre. Sans quoi, elle disparaîtra tout simplement; à tout le moins dans les fondements sur lesquels elle s'est édifiée et développée.

En ce sens, aussi exceptionnel fut-elle, la situation du PASOK peut être vue comme un avertissement majeur pour cette famille voire une anticipation de son destin si elle ne se repense pas.

EXPRESS

L'analyse des scores électoraux des formations sociales-démocrates dans le temps révèle un déclin tendanciel prononcé depuis les années soixante et, dans nombre d'États, un niveau plancher est atteint dans la séquence actuelle.

Dans la phase contemporaine, les sociaux-démocrates n'ont, pour l'essentiel, pas pu avancer de voies alternatives à la pensée et l'action néo-libérales.

La situation du Pasok peut être vue comme un avertissement majeur pour cette famille voire une anticipation de son destin si elle ne se repense pas.

EVOLUTION DES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DES PARTIS SOCIAUX-DÉMOCRATES/SOCIALISTES EN EUROPE (moyenne décennale)

